

Les conséquences économiques des violences électorales : le cas de la Communauté Est-Africaine

The economic consequences of electoral violence: Case of the East African Community

Suwadu BUGOMA, (Doctorante)

Laboratoire de Recherche en Entrepreneuriat, Finance et Management des Organisations (LAREFMO),

Faculté Des Sciences Juridiques, Economiques Et Sociales (FSJES),

Université Ibn Zohr, Agadir, Maroc.

Université du Burundi, Bujumbura, Burundi.

Noureddine ABDELLATIF, (Enseignant chercheur)

Laboratoire de Recherche en Entrepreneuriat, Finance et Management des Organisations (LAREFMO)

Faculté Des Sciences Juridiques, Economiques Et Sociales (FSJES),

Université Ibn Zohr, Agadir, Maroc.

Adresse de correspondance :	Laboratoire de Recherche en Entrepreneuriat, Finance et Management des Organisations (LAREFMO) Université Ibn Zohr, Agadir, Maroc BP 32/S, CP 80000 Agadir, Maroc
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	BUGOMA, S., & ABDELLATIF, N. (2023). Les conséquences économiques des violences électorales : le cas de la Communauté Est-Africaine. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(1-1), 64-81. https://doi.org/10.5281/zenodo.7581926
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: December 02, 2022

Published online: January 31, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 1-1 (2023)

Les conséquences économiques des violences électorales : le cas de la Communauté Est-Africaine

Résumé

L'Afrique Sub-Saharienne est marquée par diverses formes de violences politiques depuis l'ère des indépendances en 1960. Les violences politiques ont des conséquences énormes sur les politiques et le développement économique des pays. C'est le cas notamment de la Communauté Est-Africaine (CEA). Cet article a pour objectif d'analyser de manière descriptive comment les violences politiques spécialement les violences électorales affectent les agrégats macro-économiques dans cinq pays membres de la CEA en mettant l'accent sur le commerce international. L'article utilise un ensemble de données d'agrégats macro-économiques de 2001 à 2018 pour cinq pays de la CEA dont le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda. Les résultats montrent que les violences électorales affectent négativement les agrégats macroéconomiques de la CEA. Les conflits violents réduisent les échanges commerciaux en perturbant les flux d'investissements directs étrangers, en augmentant les coûts commerciaux, en détruisant les infrastructures, en perturbant l'approvisionnement en pétrole et en réduisant l'accès aux activités et aux intrants agricoles. Cependant, les effets des violences électorales varient d'un pays à l'autre, avec un impact négatif important dans les pays enclavés. Les résultats soulignent le besoin de paix et de sécurité pour le développement économique durable des pays de la CEA. Les pays membres de la CEA devraient donner la priorité au maintien de la paix et de la sécurité dans la région, un pilier du développement durable. Cela nécessitera des faits concrets ambitieux, à la fois nationaux et régionaux, car l'effet de contagion de l'instabilité est plus élevé dans la région.

Mots clés : Violence Electorale, Commerce, Investissements Directs Etrangers, Communauté Est Africaine, Exportations.

Classification JEL : D74, F10, O11, O18

Type d'article : Recherche théorique

Abstract

Sub-Saharan Africa has been marked by various forms of political violence since the era of independence in 1960. Political violence has enormous consequences on the economic policies and development of countries. This is particularly the case of the East African Community (EAC). This article aims to analyse descriptively how political violence, especially electoral violence, affects macroeconomic aggregates in five EAC member countries with a focus on international trade. The article uses a dataset of macroeconomic aggregates from 2001 to 2018 for five EAC countries including Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzania and Uganda. The results show that electoral violence negatively affects the macroeconomic aggregates of the EAC. Violent conflict reduces trade by disrupting foreign direct investment flows, increasing trade costs, destroying infrastructure, disrupting oil supplies, and reducing access to agricultural activities and inputs. However, electoral violence effects vary from one country to another, with a significant negative impact in landlocked countries. The results highlight the need for peace and security for the sustainable economic development of EAC countries. EAC member countries should prioritize the maintenance of peace and security in the region, a pillar of sustainable development. This will require ambitious hard facts, both national and regional, as the contagion effect of instability is higher in the region.

Keywords: Electoral Violence, Trade, Foreign Direct Investments, East African Community, Exports.

JEL Classification : D74, F10, O11, O18

Type of paper: theoretical research

1. Introduction

Comme de nombreux pays d'Afrique Sub-Saharienne (ASS), la Communauté Est Africaine (CEA) se caractérise par diverses formes de violences politiques avant même son rétablissement en 2000¹. Il s'agit notamment des conflits liés aux élections présidentielles. Des violences électorales ont été observées au Kenya, en Ouganda et au Burundi avant, pendant voire même après les élections. Par exemple, en 2007-2008, l'annonce de Mwai Kibaki comme président de la République du Kenya le 29 décembre 2007 a déclenché de violentes manifestations qui se sont rapidement transformées en affrontements ethniques menant à un état d'urgence qui a pratiquement fermé les routes et les marchés (Dupas et Robinson, 2012). À la suite du vote, plus de 1 000 personnes ont été tuées (Dewey et al., 2011) ; cela a été précédemment confirmé par Kiai (2008) et Kilonzo (2009). On estime que 300 000 à 500 000 personnes ont été forcées de fuir leur foyer, dont 75 % étaient des femmes et des enfants (Kiai, 2008 ; Obonyo et al., 2008). Vraisemblablement, en 2012-2013 dans les provinces de la Côte, de l'Est et du Nord-Est du pays, plus de 500 personnes ont été tuées et près de 120 000 personnes ont été déplacées (Pommerolle et Josse-Durand, 2017). Bon nombre de ces incidents résultent de la période préélectorale au cours de laquelle les politiciens locaux mobilisent leurs partisans pour un vote. En Ouganda, la violence est apparue lors des élections de 2001 et 2006, exercée exclusivement, mais principalement par le National Resistance Movement (NRM) et visant des politiciens ou des partisans de l'opposition (Sjögren, 2018). La présence de l'appareil de sécurité du gouvernement a pesé sur ces campagnes : un nombre important de personnes du côté de l'opposition ont été blessées et menacées, et pendant la campagne de 2006, Besigye a été arrêté et accusé de trahison, entraînant des émeutes majeures. Bien que les élections de 2011 aient été pacifiques en Ouganda, les élections de 2016 ont cependant de nouveau été marquées par un degré plus élevé de violence ouverte ou de menaces de violence (Sjögren, 2018). Au Burundi des violences entachées d'attentats ont suivi l'annonce le 26 avril 2015 de Pierre Nkurunziza à la candidature présidentielle des élections de 2015. Le 13 mai 2015, un coup d'État a été tenté, déclenchant une spirale descendante de violence politique, de répression et de meurtres qui s'est poursuivie jusqu'au début de 2016 (HFTT, 2016). Contrairement à d'autres pays membres de la CEA, la Tanzanie et le Rwanda n'ont pas fait l'objet de violences remarquables entraînant des attaques, des meurtres et des déplacements de civils au cours de la période étudiée. Il s'avère intéressant d'examiner les conséquences économiques associées à la violence électorale. Il ne fait aucun doute que la violence peut conduire à l'insécurité, à la destruction des infrastructures (routes, voies de télécommunication, etc.) et aux pertes de capital humain avec des répercussions sur les agrégats macroéconomiques, notamment le commerce international et le Produit Intérieur Brut (PIB). En effet, une étude récente de (Jung, 2017) soutient que l'instabilité politique entraîne des faibles performances observées dans les accords commerciaux en Afrique en raison de la réduction des investissements directs étrangers (IDE). Il souligne que les canaux d'investissement revêtent plus d'importance pour l'Afrique étant donné que l'un des principaux gains des accords commerciaux régionaux en Afrique provient de la stimulation de l'investissement dans la production pour l'exportation et les produits liés à l'exportation. Mais l'étude ne met pas l'accent sur les mécanismes par lesquels la violence affecte le commerce.

¹ La Communauté Est Africaine (CEA) est une organisation intergouvernementale qui a été créée pour la première fois en juin 1967 entre le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Mais la communauté s'est effondrée en 1977 en raison de la domination du Kenya compte tenu de son industrie plus avancée (Buigut 2016 ; Goldstein et Ndung'u 2001 ; Kimenyi et Kuhlmann 2012), mais aussi des positions politiques et des idéologies divergentes (Mathieson 2016 ; Wama 2014). La nouvelle CEA a été rétablie en 2000 entre le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. En 2007, les Républiques du Burundi et du Rwanda ont rejoint la communauté tandis que le Soudan du Sud est devenu membre à part entière de la CEA en 2016.

L'analyse des conséquences économiques des conflits électoraux concerne un domaine plus vaste que le développement économique. Cette étude accorde une attention particulière au commerce international en raison de la stagnation des échanges commerciaux dans la CEA.

L'objectif principal de cet article est d'analyser comment la violence électorale a affecté les agrégats commerciaux tout au long de la période 2001-2018. Il présente une analyse originale qui examine de manière robuste le coût des conflits électoraux sur le commerce international en considérant les interactions avec l'économie. Il va au-delà des recherches existantes en mettant l'accent sur l'aspect économique de la violence et en identifiant les canaux de transmission des effets. Un facteur clé est l'inégalité structurelle de longue date entre les pays membres de la CEA. Il existe des disparités persistantes dans une série d'indicateurs de développement tels que le PIB par habitant et la croissance du PIB. Cet article s'appuie sur les travaux de Fukuda-Parr et *al.* (2008) qui ont analysé de manière critique l'impact des conflits violents en se concentrant sur la manière dont le développement économique peut et annule les hypothèses établies, en particulier avec des variations spatiales et temporelles au Nigeria.

Cette étude contribue à la littérature sur les déterminants des importations dans la région de la CEA. Bien qu'un nombre croissant d'études aient abordé le sujet, ceux dans le contexte de la CEA semblent inexistantes. Nous contribuons au débat sur les coûts économiques de la violence politique qui secoue l'Afrique subsaharienne depuis l'ère des indépendances dans les années 1960. Pour les décideurs politiques, les résultats de cette étude éclairent les mesures visant à se positionner stratégiquement afin de tirer le meilleur parti de l'intégration.

Du point de vue méthodologie, l'analyse des conséquences des conflits violents pose de sérieux défis. Il est particulièrement difficile d'évaluer les coûts commerciaux associés aux conflits violents dans un contexte complexe caractérisé par l'inefficacité des données statistiques. Nous utilisons les données de la base de données des Nations Unies sur les statistiques du commerce international (COMTRADE), la base de données de la Banque mondiale (indicateurs de développement dans le monde), les rapports sur le commerce de la CEA et d'autres sources de données pertinentes.

Le reste du papier est articulé comme suit : la deuxième section passera en revue la littérature sur la violence politique. La troisième section met en évidence l'impact de la violence politique sur les agrégats économiques ainsi que sur le commerce dans la région de la CEA et la quatrième section conclut.

2. Revue de la littérature

Les diverses formes d'instabilité politique observées en ASS peuvent conduire à des violences politiques. Ces deux termes devront être différenciés dans le cadre de notre analyse. L'instabilité politique est considérée comme l'ensemble des réformes politiques (Rodrik, 1991), la propension aux changements de gouvernement (Gurgul et Lach, 2013), les changements de gouvernement (Aisen et Veiga, 2006), les coups d'État, les changements de régime politique et les révolutions (Jong-A-Pin, 2009). En revanche, la violence politique est définie comme l'ensemble des actes violents qui résultent de l'instabilité politique, tels que les affrontements ethniques (Dupas et Robinson, 2012 ; Reuss et Titeca, 2017), les assassinats (Kiai, 2008 ; Kilonzo, 2009 ; Pommerolle et Josse-Durand, 2017), arrestations et déplacements forcés (Kiai, 2008 ; Obonyo et *al.*, 2008 ; Pommerolle et Josse-Durand, 2017).

Il n'y a pas de doutes que les conflits violents ont des conséquences sociales qu'économiques tant aux pays concernés qu'à leurs partenaires commerciaux. Comprendre les causes et les impacts des conflits violents a été un moteur central vers un niveau d'interdisciplinarité dans les domaines de la sécurité et du développement (Ikpe, 2017). Se distinguant principalement par sa période et son motif, la violence électorale est une sous-catégorie de la violence politique. Adolfo et *al.* (2012) définissent la violence électorale comme :

"une stratégie coercitive et délibérée utilisée par les acteurs politiques - les titulaires ainsi que les partis d'opposition - pour faire avancer leurs intérêts ou atteindre des objectifs politiques spécifiques concernant une compétition électorale" (Adolfo et al., 2012).

Les coûts associés à la violence électorale, qui sont généralement élevés et multiformes, sont préoccupants. Le problème de la violence électorale est qu'elle peut créer une crise humanitaire et stopper ou inverser les programmes de développement socio-économique, même dans des situations où le nombre de morts humaines reste faible. Cela peut aller loin, car cela peut augmenter le risque de conflit armé ou de guerre civile entraînant de lourdes conséquences sur la trajectoire de développement (Ikpe, 2017).

Comme l'ont noté Fukuda-Parr et al. (2008) et Lopez et Wodon (2005), l'impact économique à court terme du conflit est particulièrement prononcé dans le nombre de victimes, le déplacement et la destruction du capital physique qui peuvent avoir des répercussions immédiates sur la production, le commerce et les niveaux de production. Il ne fait aucun doute que les pertes de vie et les déplacements ont un impact sur la main-d'œuvre et les moyens de subsistance et peuvent perturber les modèles commerciaux nationaux et internationaux (Ikpe, 2017). La preuve en est trouvée dans une étude de Ksoll et al. (2010) sur l'impact économique de la violence postélectorale sur l'industrie kenyane d'exportation de fleurs. Ces dynamiques sont au cœur des réflexions sur l'impact des conflits sur le développement au niveau national sur la façon dont le déplacement affecte les ménages agricoles et la production agricole dans les pays membres de la CEA.

Au niveau macro, l'analyse des coûts et des conséquences des conflits est étendue aux contextes touchés par les conflits avec des impacts économiques tels que la baisse de la croissance du PIB, des IDE et du commerce. Diaddario (1997) soutient que les conflits armés peuvent saper le développement économique en perturbant les courants commerciaux et en limitant les exportations. Jung (2017) soutient que l'instabilité politique entraîne une baisse des performances observées dans les accords commerciaux en Afrique en réduisant les investissements qui sont importants dans les pays africains compte tenu des gains de la stimulation de l'investissement dans la production pour l'exportation et les industries liées à l'exportation.

Lopez et Wodon (2005) mettent en évidence les risques de réduction des investissements étrangers dans la baisse de l'épargne et du transfert de technologie en raison du conflit dans le contexte africain. Il s'agit d'une considération importante dans l'analyse de l'impact des conflits sur le développement au niveau macro. Cela s'explique par le degré relativement élevé d'intégration des échanges et des IDE de la CEA dans l'économie mondiale par rapport aux autres économies africaines et asiatiques en raison de la dépendance à l'égard des exportations de minéraux. L'impact négatif sur le commerce et l'IDE apparaît également comme un facteur important au niveau national étant donné les niveaux élevés d'incertitude et l'augmentation des coûts de transaction.

La croissance de la littérature sur les coûts économiques et les conséquences des conflits est dominée par des approches méthodologiques qui s'appuient exclusivement sur des modèles formels comme base pour les inférences analytiques sur les lignes de causalité. Fukuda-Parr et al. (2008) notent l'immense complexité des analyses des conséquences économiques et développementales des conflits violents. Mais, la réalité du complexe est exposée lors de la réflexion sur l'impact des conflits électoraux dans la CEA à travers les pays et dans le temps.

Bugoma (2022) a analysé les effets des accords commerciaux régionaux ainsi que l'impact des crises politiques sur les importations de la CEA en utilisant un modèle de gravité sur un échantillon d'importations bilatérales des 5 pays membres de la CEA en provenance de 142 partenaires pour la période de 2001–2018. En employant l'estimateur « Poisson Pseudo Maximum Likelihood High Dimensional Fixed Effects (PPMLHDFE) », ses résultats montrent que les accords commerciaux régionaux ont des effets disproportionnés sur les importations des

pays membres de la CAE. De plus, le Kenya bénéficie le plus de ces accords étant donné son niveau économique avancé. Les crises politiques ont des effets disproportionnés sur les importations de la CAE, avec un impact négatif plus important pour le Burundi en raison du putsch manqué de 2015. Des résultats similaires ont été trouvés par Bugoma et *al.* (2022).

3. Impact économique de la violence électorale dans la CEA

Cette section se focalise sur la CEA pour examiner les arguments classiques sur les coûts des conflits violents sur la croissance économique, les IDE et les flux commerciaux, car malgré les efforts déployés par ses pays membres pour surmonter les défis de développement en mettant en œuvre l'Union Douanière d'Afrique de l'Est (UDA) pour stimuler considérablement le commerce intra et inter, les performances commerciales restent faibles avec des modèles fluctuants. Nous essayons de répondre à la question « les faibles performances observées dans le commerce de la CEA sont-elles liées aux violences électorales ?

3.1. État des lieux des violences électorales dans la CEA

Depuis la mise en place de son union douanière en 2005, la CEA a connu diverses violences électorales causées par de fortes tensions entre les partisans des candidats à la présidence avant, pendant ou après les élections de premier ordre. Par exemple, le Kenya souffre de violences, généralement un an avant les élections. La première vague de violence s'est produite en 2007-2008 suite à l'annonce de Mwai Kibaki comme président de la république du Kenya le 29 décembre 2007. L'annonce a déclenché de violentes manifestations qui se sont rapidement transformées en affrontements ethniques conduisant à un état d'urgence qui a pratiquement fermé routes et marchés (Dupas et Robinson, 2012).

Selon Dewey et *al.* (2011), à la suite du vote de 2007 au Kenya, plus de 1 000 personnes ont été tuées ; cela a été précédemment confirmé par Kiai (2008) et Kilonzo (2009). On estime que 300 000 à 500 000 personnes ont été forcées de fuir leur foyer, dont 75 % étaient des femmes et des enfants (Kiai 2008 ; Obonyo et *al.* 2008). Les violences électorales en 2012-2013 dans les provinces de la Côte, de l'Est et du Nord-Est du pays ont fait plus de 500 morts et près de 120 000 personnes déplacées (Pommerolle et Josse-Durand 2017). Bon nombre de ces incidents résultent de la période préélectorale au cours de laquelle les politiciens locaux mobilisent leurs partisans pour un vote.

Au Burundi suite à l'annonce le 26 avril 2015 de Pierre Nkurunziza à la candidature présidentielle des élections de 2015, le pays a plongé dans un drame. Selon un rapport du Humanitarian Foresight Think Tank (HFTT, 2016) le 13 mai 2015, un coup d'État a été tenté, initiant une spirale descendante d'instabilité politique, de répression et de meurtres qui s'est poursuivie jusqu'au début de 2016. Cette violence a provoqué des pertes énormes qui se répercutent sur la productivité et le développement du pays.

Table 1: Élections présidentielles dans la CEA

	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
Année	2005	2007	2003	2005	2001
	2010	2013	2010	2010	2006
	2018	2017	2017	2015	2011
	2020	-	-	-	2016

Source : Auteurs

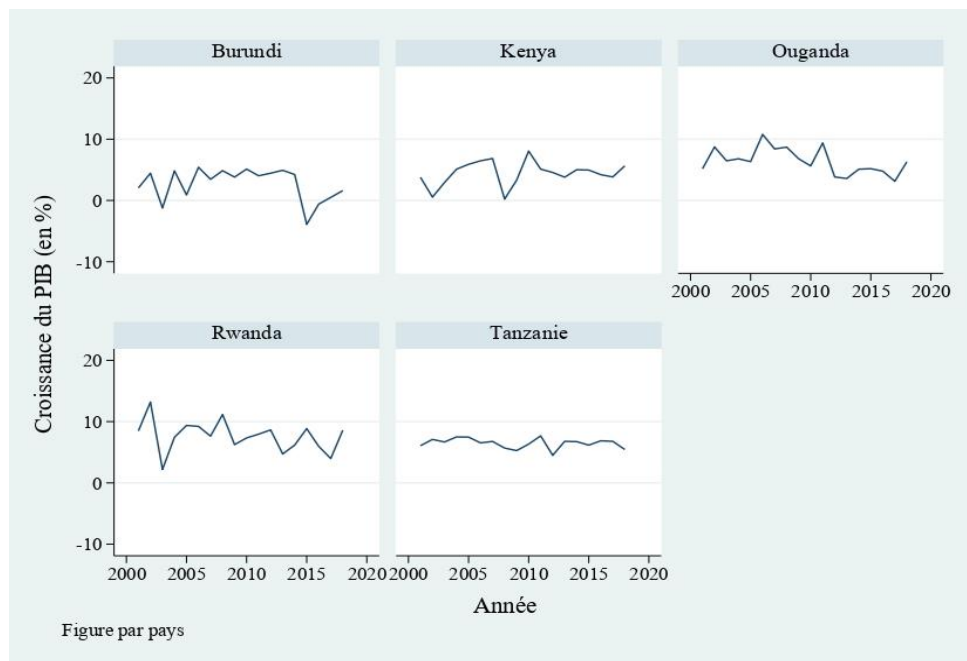
L'effet papillon des violences électorales va au-delà des sociétés où la violence se produit et affecte les États voisins en déplaçant d'importantes populations frontalières, en introduisant une crise humanitaire et en augmentant la circulation des armes ainsi que la violence armée, ce qui peut contribuer à l'instabilité dans des régions déjà volatiles (Adolfo et *al.*, 2012). Par exemple, la Banque mondiale (2011) a constaté que la Tanzanie avait subi des pertes de croissance du PIB de 7 % en raison des pertes commerciales dues au conflit violent dans la région

3.2. Effets des violences électorales sur la croissance économique

Au Burundi, la croissance du PIB a suivi une tendance fluctuante de 2000 à 2002, passant de -0.9 % à 4.4 % avant de retomber à -1.2 % en 2003 (voir Figure 1). Après la signature des accords d'Arusha de cesser le feu en 2003, le PIB du Burundi a connu une croissance positive jusqu'en 2015 où une croissance négative a été enregistrée reflétant la violence politique. En 2015, le coup d'État raté au Burundi a plongé le pays dans la violence avec des répercussions négatives sur l'économie nationale et le commerce.

Vraisemblablement, au Kenya, le PIB a connu une tendance à la hausse de 2002 à 2007, passant de 0.5 % à 6,9 %, avec une baisse remarquable en 2008 avant de remonter à 8,1 % en 2010. La baisse de 2008 a été décrite comme reflétant la crise de l'élection présidentielle en 2007-2008. La destruction des infrastructures, les meurtres et les perturbations des activités agricoles sur la route Eldoret-Busia en sont une évidence. Cependant, il a été difficile de réduire cette baisse de croissance économique à une conséquence directe du conflit ; un lien plus significatif et plutôt mis en avant est la crise financière mondiale de 2008 à travers la réduction des flux de capitaux, en particulier les entrées nettes des IDE qui ont enregistré une baisse de plus de 90 % en 2008. Comme cela a été le cas pour d'autres pays membres de la CEA, la croissance du PIB a une tendance à la hausse et à la baisse avec des baisses pendant les périodes électorales en 2003, 2009 et 2013 au Rwanda. En effet, après un terrible conflit civil survenu en 1994, le Gouvernement Rwandais a créé un climat des affaires favorable qui a attiré les IDE depuis 2003.

Figure 1: Croissance du PIB des pays de la CEA, 2000-2020



Source : Auteurs, données de WDI, 2022

Alors que des conflits violents ont été observés au Burundi, au Kenya et en Ouganda, cela n'est pas le cas pour la Tanzanie. La croissance du PIB a augmenté en Tanzanie malgré des variations mineures dans le temps. C'est un fait bien documenté que les conflits violents peuvent avoir des coûts économiques plus importants à travers les espaces géographiques. Cela est dû en particulier aux frontières nationales qui sont poreuses en raison de modèles commerciaux et migratoires de longue date. Lopez et Wodon (2005) affirment que la réduction du commerce régional peut saper la croissance régionale en raison des retombées négatives des conflits. Bien qu'il puisse être difficile de les réduire à résulter directement des perturbations électorales, la

Tanzanie a subi des pertes de croissance du PIB de plus de 50 % en raison des pertes commerciales du PIB dues au conflit violent dans la région.

La République d'Ouganda n'échappe pas aux violents conflits en période électorale. La croissance du PIB a une tendance à la baisse de 10,8 % en 2006 à 3,8 % en 2012. S'il est difficile de refléter directement ces faibles performances à plusieurs formes d'instabilité politique et de tensions politiques observées dans le pays, Sjögren (2018) a noté que les élections de 2016 ont été marquées par un degré plus élevé de violence pure et simple ou de menaces de violence en Ouganda.

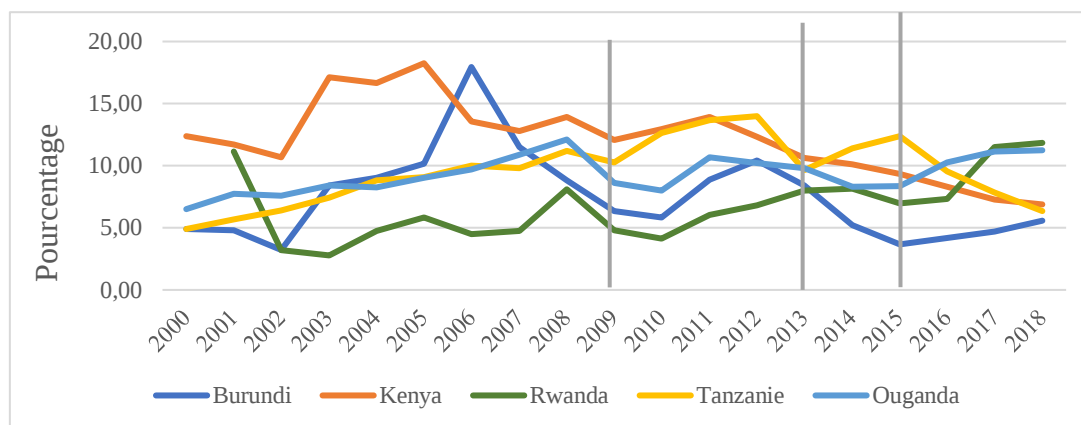
L'analyse de la figure précédente au niveau macroéconomique nous permet de conclure l'existence d'un impact négatif sur la croissance économique des pays de la CEA.

3.3. Effets des violences électorales sur le commerce

Le commerce de la CEA a connu des variations au cours de la période d'étude. Les effets de la violence sont observés dans la Figure 2 (les lignes grises représentent les périodes de violence) où la part des exportations dans le PIB a considérablement diminué pendant et après les périodes de violence dans les pays membres de la CEA. Toutefois, il existe des divergences des résultats entre les pays. La violence électorale affecte différemment les exportations des pays enclavés et non enclavés.

Par exemple, la violence électorale au Kenya associée à la crise financière de 2008 a occasionné des baisses modérées de 11,6% et 6,52% dans les exportations respectivement pour le Kenya et la Tanzanie, les seuls pays non enclavés ; et des baisses remarquables de 37,14 % ; 23,02 % et 8,06 % pour le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda, respectivement en 2009. De même, des baisses sont également observées lors des violences de 2012-2013 au Kenya avec des baisses remarquables observées pour le Burundi, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

Figure 2 : Exportations totales des biens de la CEA, par pays, 2000-2018 (% du PIB)

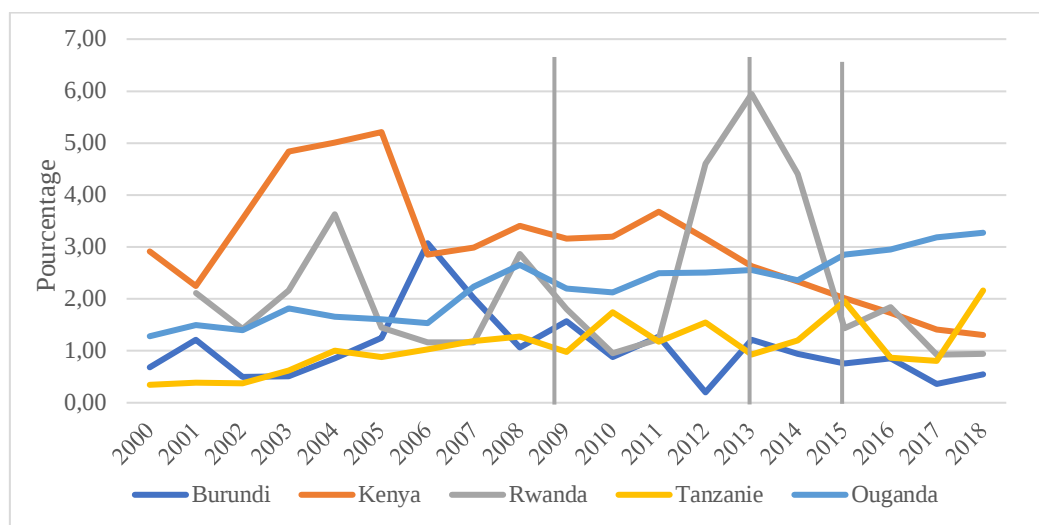


Source : Auteurs, données de COMTRADE et WDI, 2022

Quant aux violences de 2015, leurs effets sont principalement observés au Burundi, au Rwanda et au Kenya avec des baisses respectives de 24,6%, 4,6% et 9,45%. Les baisses de 2015 et celles des années suivantes sont liées à l'instabilité politique qui a régné dans la région après les violences au Burundi en 2015 ainsi qu'aux tensions politiques entre les pays membres.

La dynamique des courbes de la Figure 3 révèle que dans tous les pays, la part du commerce intra- CEA dans la formation du PIB reste faible avec moins de 6% de contribution au PIB. Globalement, l'analyse montre que les courbes ont une tendance stagnante, avec une baisse pour certains pays comme le Kenya. Cette baisse met en évidence une faible performance des échanges dans la CEA. Cette contribution a considérablement diminué ces dernières années, en particulier au Kenya passant de 3,68 % en 2011 à 1,3 % en 2018 et au Burundi passant de 3,07 % en 2006 à 0,55 % en 2018.

Figure 3 : Exportations intra-CEA, par pays, 2000-2018 (% du PIB)



Source : Auteurs, données de COMTRADE et rapports de la CEA 2013 et 2017

Remarque : Les exportations intra-export de marchandises du Kenya pour 2011-2016 et les exportations intra-export du Rwanda pour 2017-2018 ont été extraites des rapports sur le commerce de la CEA 2014 et 2018. Le reste des données a été extrait de COMTRADE, 2020.

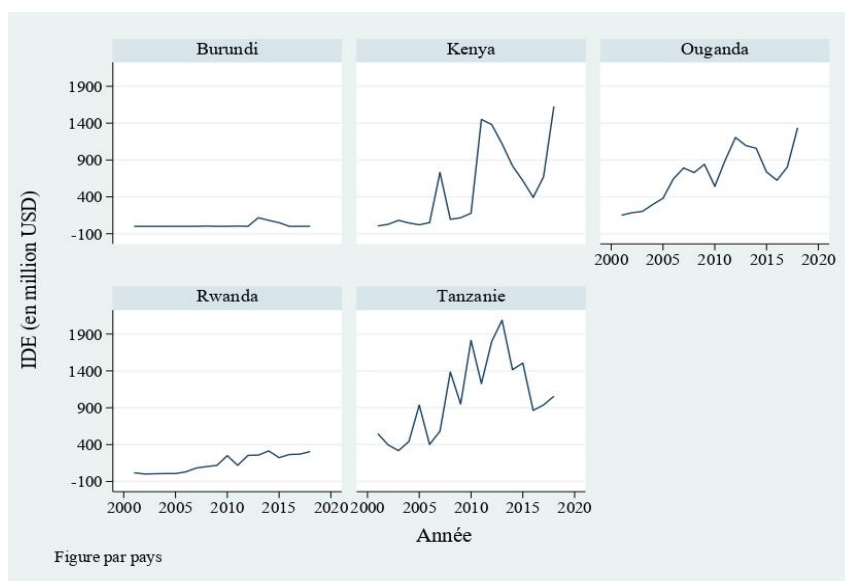
L'Ouganda est le seul pays membre de la CEA à enregistrer des augmentations continues des échanges commerciaux intra-communautaires jusqu'en 2018. Comme le Rwanda et le Burundi, l'Ouganda est un pays enclavé, mais avec un accès direct à deux pays non enclavés de la CEA –notamment le Kenya et la Tanzanie– via le corridor nord et le corridor central. La position géographique de l'Ouganda lui permet de gérer les effets de la violence sur le commerce intra-communautaire. Cela a été observé avec les violences de 2007 au Kenya où le port de Mombasa n'a pas été en mesure de gérer des flux continus de conteneurs suivi de la perturbation de la route Eldoret-Busia (Porhel 2008). Ensuite, les importateurs ougandais ont utilisé le corridor central malgré des coûts élevés entraînant une augmentation des prix des produits importés. A partir de l'analyse ci-dessus, nous soutenons que la violence peut affecter négativement le commerce dans la CEA ; dans la section suivante, nous analysons le rôle des facteurs structurels dans cette relation. Rappelons que l'objectif principal de la CEA est de promouvoir le développement économique en stimulant le commerce entre et au sein des pays membres.

3.4. Violences électorales, IDE et commerce dans la CEA

Les IDE en direction du Kenya étaient des IDE à la recherche de marchés qui se caractérisent par la mise en place d'entreprises multinationales à partir de la période 1970-1980, lorsque les entreprises multinationales ont choisi le Kenya comme plaque tournante régionale (Abala 2014 ; Limao et Venables 2001). Amighini et Sanfilippo (2014) ont souligné que les IDE sont importants pour favoriser un processus de diversification et de modernisation dans les économies auxquelles ils sont affectés. Cela est possible en augmentant le volume des exportations (effet de marge intensive), le nombre de produits exportés (marge extensive) et la qualité des produits exportés. En effet, les multinationales étrangères peuvent généralement être engagées dans la production de biens nouveaux et plus sophistiqués qui sont réexportés d'une part et peuvent contribuer à des retombées positives sur les entreprises locales d'autre part, entraînant une réduction de leurs coûts d'entrée dans marchés étrangers (Crespo et Fontoura, 2007 ; Harding et Javorcik, 2012). Mais, en raison de la violence politique, le leadership régional du Kenya pour attirer les IDE a disparu dès que la Tanzanie et l'Ouganda ont commencé à réformer leurs économies et à s'ouvrir aux investisseurs étrangers au début des

années 1990. Politiquement et économiquement stable, la Tanzanie est devenue la principale destination des entrées d'IDE dans la région de l'Afrique de l'Est (Figure 4).

Figure 4 : Evolution des IDE dans la CEA, 2001-2018 (en million USD)



Source : Auteurs, données de WDI, 2022

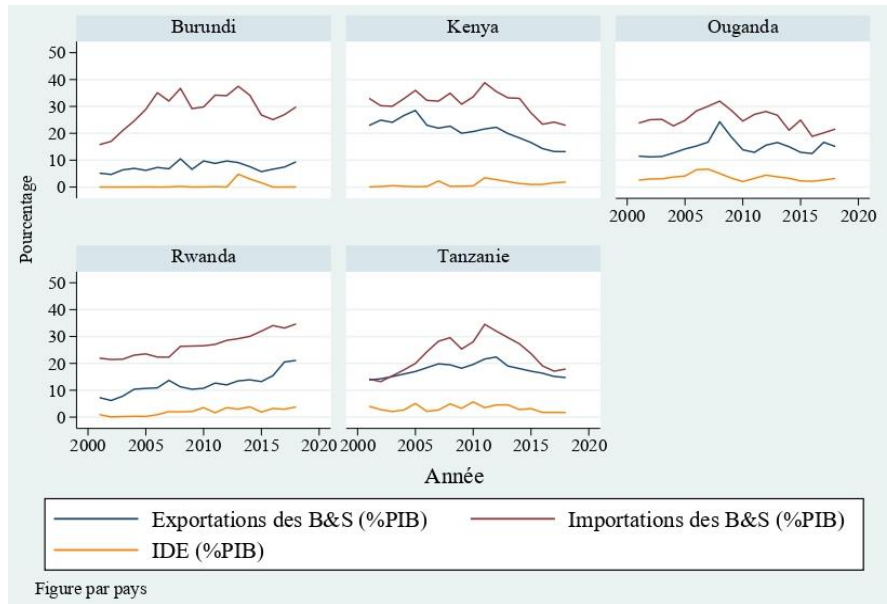
De même, les IDE en direction du Rwanda croissent plus rapidement après son adhésion à la CEA en 2007 contrairement au Burundi qui présente des caractéristiques économiques similaires au Rwanda. En effet, après les violences de 1994 au Rwanda, le pays a restauré un climat de paix et de sécurité qui a attiré les IDE et ainsi développé l'économie du pays.

Les entrées nettes d'IDE au Burundi ont connu une tendance stagnante jusqu'en 2013 où ils ont atteint 117 millions de USD. Cette hausse n'a été que d'une courte durée, car les IDE ont remarquablement chuté à 0.06 million de USD suite à la violence électorale de 2015 due au coup d'État raté. Cela suggère un impact négatif du conflit sur les entrées d'investissements étrangers compte tenu de la tendance à la baisse précipitée. Pays caractérisé par un faible niveau économique par rapport aux autres pays membres de la CEA, les violences de 2015, qui ont duré plus d'un an, ont fait chuter les IDE burundais de 99,9% en 2016. En effet, cette baisse remarquable est due aux diverses sanctions économiques que le pays a connu à la suite de violences électorales en 2015. De plus, la durée et l'ampleur de la violence jouent un rôle essentiel dans la résistance des investissements étrangers directs à la violence. La violence de 2015 au Burundi affecte négativement les IDE du Burundi avec des effets de contagion sur les pays membres de la CEA.

Les IDE au Kenya ont montré une résistance à la violence en 2007 (mis à part le pic en 2007 qui a abouti à des prêts de la Banque mondiale)², la violence en 2013 a eu une influence sur les IDE du Kenya avec une baisse de 18,09 % en 2013. D'autres baisses ont également été observées au Kenya les années suivantes jusqu'en 2017.

² Le pic observé dans les entrées d'IDE du Kenya en 2007 (Figure 5) résultait des prêts de la Banque mondiale aux pays membres fondateurs de l'Agence africaine d'assurance du commerce (ATI). Mettre en place l'ATI qui se trouve à Nairobi-Kenya ; les fondateurs ont reçu individuellement 100 millions de dollars de la Banque mondiale sous forme de prêts conduisant à l'explosion des IDE au Kenya (CNUCED 2008).

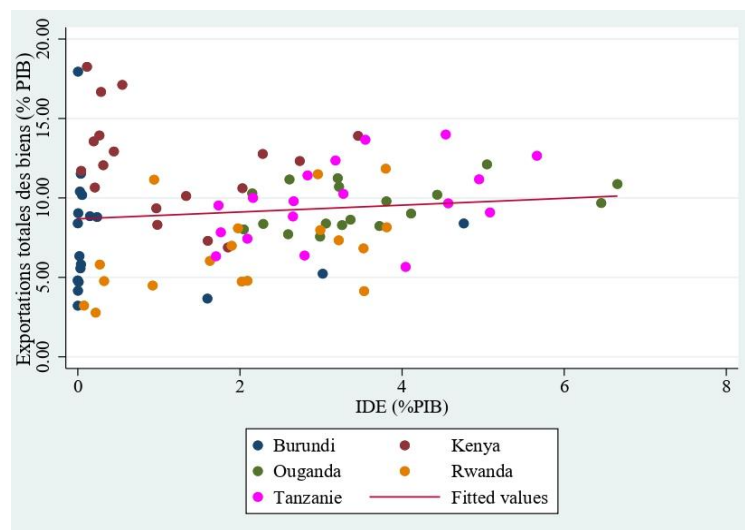
Figure 5 : Entrées nettes d'IDE, exportations et importations de biens et services dans la CEA, 2001-2018, (%PIB)



Source : Auteurs, données de WDI

Ces résultats sont conformes aux propositions de Luckham et *al.* (2001) suggérant que les niveaux accrus d'insécurité ont perturbé les flux commerciaux et ont conduit en particulier à des augmentations des coûts de transaction au sein de la région et au niveau intranational en Afrique subsaharienne. Ils ont également accru les risques de repli des activités financières vers des espaces moins formels et entraîné la sortie des investissements étrangers en raison de l'incertitude. Cela est conforme aux arguments avancés par Oladimeji et Oresanwo (2014) sur la hausse des coûts de faire des affaires dans les régions touchées et Osumah sur la perturbation des investissements étrangers et locaux en raison à la fois de l'instabilité perçue et de la paralysie associée des services de soutien au Nigeria.

Figure 6 : Corrélation entre les exportations des biens & services et les IDE dans la CEA, 2001-2018 (% du PIB)



Source : Calculs des auteurs, données de WDI

Comme indiqué précédemment, l'insécurité et l'instabilité économique sont parmi les facteurs de causalité à l'origine de la baisse des flux d'investissement. Cet argument a également été soutenu par Jung (2017) dans sa citation :

« Les investisseurs étrangers, principale source de financement des pays africains, sont moins disposés à investir dans un pays ou une région où l'instabilité politique et les conflits internationaux sont évidents » (Jung, 2017).

3.5. Canaux de transmission des effets des violences électorales sur le commerce

Malgré la complexité de l'évaluation des coûts économiques associés aux conflits électoraux, cette partie tente de souligner certains des canaux par lesquels la violence électorale peut affecter le commerce dans la CEA.

3.5.1. Perturbation des infrastructures de transport

L'infrastructure est un déterminant important des flux commerciaux compte tenu de son impact sur les coûts de transport, en particulier pour les pays enclavés. En Afrique subsaharienne, par exemple, une mauvaise infrastructure de communication entraîne des coûts de transport au kilomètre plus élevés qu'ailleurs (Lima et Venables 2001). Dans la CEA, l'infrastructure est l'un des catalyseurs les plus critiques d'une intégration régionale réussie, compte tenu de son importance pour faciliter des activités telles que le commerce, l'agriculture, le tourisme et le mouvement de la main-d'œuvre et d'autres ressources³. Cette importance se traduit par des différences de compétitivité. Celles-ci peuvent résulter de différences de coûts de transport résultant de différences de volume et de qualité des infrastructures entre les pays. Bougheas et al. (1999) soutiennent que le bénéfice de l'infrastructure du point de vue du bien-être est la réduction des coûts de transport qui réduit effectivement le prix des importations.

Les conflits violents sont associés à la détérioration des routes et des voies ferrées, principaux moyens de transport de marchandises dans la région de la CEA. L'augmentation de la criminalité liée aux activités des bandes organisées a contribué à aggraver l'insécurité sur les routes principales. Un exemple est l'érection de barrages routiers sur la route Eldoret-Nairobi via Nakuru au Kenya (Porhel 2008). La détérioration des infrastructures augmente les coûts qui entraînent une réduction des volumes d'échanges. Selon le même auteur, les activités des groupes de jeunes armés tout au long du mois de janvier 2007, en particulier le long de la route Eldoret-Busia ainsi que le trafic ferroviaire ont entraîné une perturbation des activités le long du corridor nord, ce qui a conduit au blocage du port de Mombasa affectant négativement l'intra- commerce de la région étant donné que le port de Mombasa joue un rôle clé dans le commerce intra-CEA. Par exemple, le port de Mombasa est le point de transit incontournable pour les importations et les exportations de la région et donne accès à une grande partie de l'Afrique de l'Est (Ouganda et Grands Lacs) par le corridor nord. Le corridor nord combine les routes et le rail de Mombasa à Kampala via Eldoret et Busia.

En 2007, lors des violences au Kenya, le port de Mombasa a été devancé (Porhel, 2008). Malgré l'aide du port de Dar es Salaam (via le corridor central en Tanzanie), les installations portuaires de la deuxième ville du pays n'ont pas pu gérer le flux continu de conteneurs. Le pic a été atteint en janvier 2008 avec 19 000 conteneurs délaissés sur le quai du port de Mombasa, qui dispose d'une capacité de stockage de 7 000 par jour. Depuis février le stock a été réduit à 11 000 conteneurs, mais reste excessif pour la normalisation de l'activité (Ibid). Dans ce contexte, le corridor nord fonctionne lentement et a un impact important sur le volume des échanges.

Le port de Mombasa et Dar Es Salaam font du Kenya et de la Tanzanie les pays les plus influents de la région. De même, au Burundi, les violences de 2015 ont entraîné la suspension des activités de nombreuses agences de transport reliant de nombreux pays de la région. Par exemple, les agences de voyages (par exemple Gaga, Horizon, autocars Jaguar) entre Bujumbura Kampala via Kigali ont été contraintes de suspendre leurs activités suite à l'insécurité à Bujumbura et à d'autres tensions politiques entre le Burundi et le Rwanda en

³ Pour plus d'informations sur l'infrastructure dans la CEA, veuillez consulter <https://www.eac.int/infrastructure>

2015. Les attaques routières et l'insécurité à Bujumbura ont affecté négativement le commerce, car la position géographique stratégique du Burundi en fait un point de connexion ou de transit pour les marchandises destinées à l'Est de la RDC avec des répercussions à travers l'espace géographique.

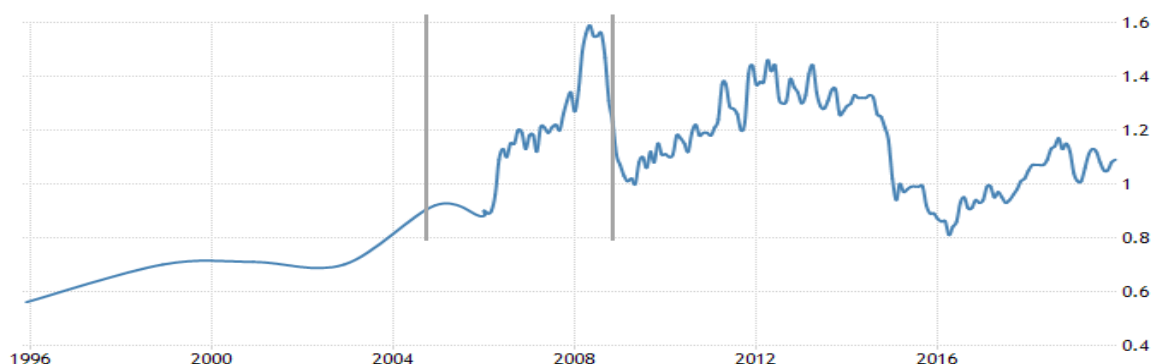
Ces réalités sur les perturbations des infrastructures peuvent interférer avec les hausses des prix alimentaires dans la région de l'Afrique de l'Est. Par conséquent, la destruction des infrastructures de transport peut entraîner une augmentation des coûts de transaction avec des implications pour l'ensemble de l'économie dans les hausses des prix alimentaires.

3.5.2. Perturbations dans l'approvisionnement en produits pétroliers

Le pétrole est un intrant important pour la plupart des activités (Porhel, 2008). Etant pays désenclavés, le port de Mombasa (au Kenya) et le port de Dar Es Salaam (en Tanzanie) sont de grands canaux de transition du pétrole en destination de la CEA. Comme la région CEA n'est pas productrice de pétrole, qui est essentiel pour les activités économiques, la région a besoin d'importer les produits pétroliers du reste du monde. Mais avec la destruction des points de ravitaillement ou l'insécurité routière lors des violences, on assiste à une hausse constante du prix et à la pénurie de carburant qui se répercutent sur les coûts de transport avec des effets rétroactifs sur la circulation des marchandises à l'intérieur de la région. Les prix du pétrole du Kenya ont remarquablement augmenté pendant la période violente. Par exemple, les prix au litre ont augmenté de 77 %, passant de 0,9 \$ au début de 2007 à 1,6 \$ en 2008 (voir la figure 7). Ensuite, les prix ont diminué de 37,5 % en 2009 avant d'augmenter progressivement pour atteindre 1,45 USD plus tard en 2013.

Les perturbations dans l'approvisionnement en pétrole suite aux attaques routières et à l'insécurité affectent négativement le commerce, notamment les exportations. Le manque et le coût élevé des produits pétroliers affectent les activités qui en dépendent le plus, notamment le secteur des transports. Au Kenya par exemple, avec les violences de 2007-2008, puisque les points de ravitaillement étaient les villes les plus exposées à la violence (Kericho, Bomet, Mumias, Kisii corrompre Eldoret), on a constaté que l'activité générale ralentissait et que la reprise des transports à la mi-janvier s'est à peine fait sentir (Porhel, 2008).

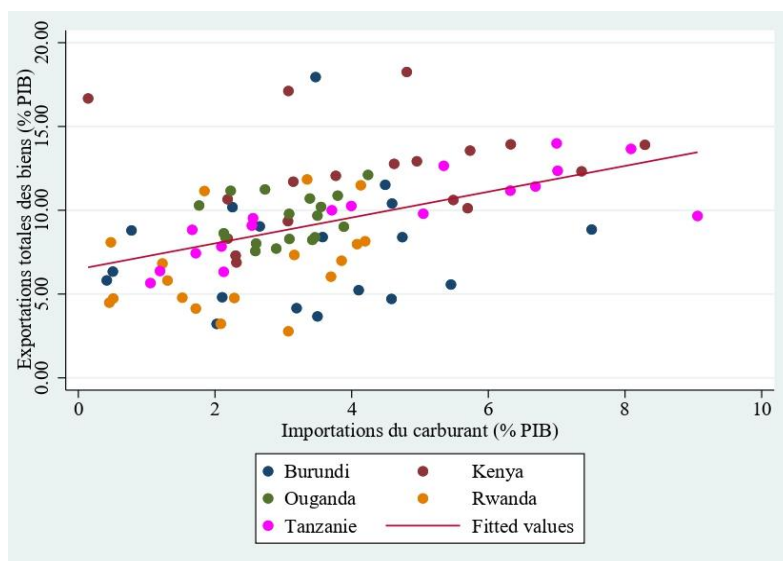
Figure 7 : Prix du carburant au Kenya, 2004-2019, USD/litre



Source : Trading Economics 2020

A Bujumbura, pendant les violences, il y a eu une baisse des activités de transport, car la plupart des marchandises sont transportées par des camions, des bateaux et des bus qui dépendent des produits pétroliers, un élément important du transport des marchandises dans la région. La Figure 8 montre une corrélation positive entre l'importation du carburant et les exportations des biens et services dans la CEA. Cela étant, une baisse en importation du carburant occasionnera, *ceteris paribus*, une baisse des exportations de la CEA.

Figure 8 : Corrélation entre les exportations des biens & services et les IDE dans la CEA, 2001-2018 (% du PIB)

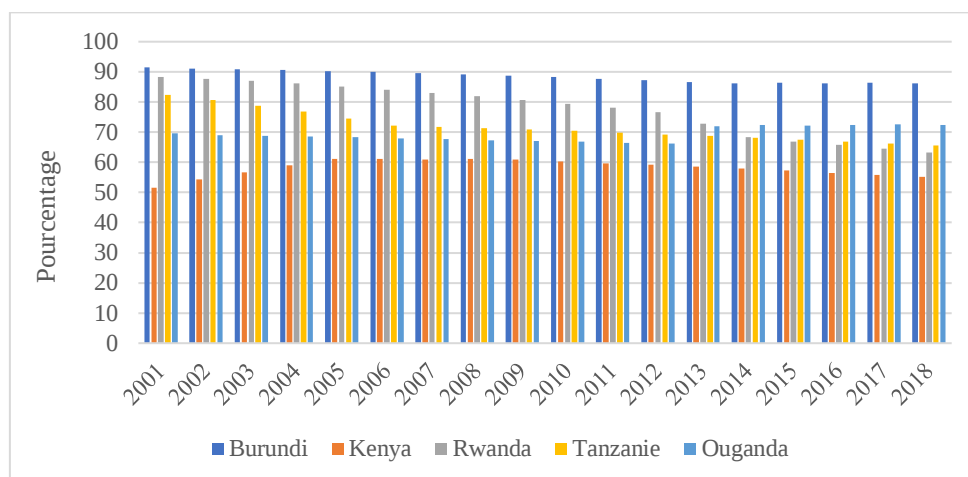


Source : Calculs des auteurs, données de WDI

3.5.3. Perturbations des activités agricoles

L'agriculture est le fondement de l'économie de la CEA. L'agriculture soutient une grande partie de l'économie et mobilise la grande majorité de la main-d'œuvre. Employant plus de 70 % de la population dans certains pays de la CEA, en période de violence caractérisée par l'insécurité, les gens ont peur de vaquer à leurs activités agricoles, ce qui entraîne une faible productivité agricole étant donné que l'agriculture est saisonnière.

Figure 9 : Emploi dans l'agriculture dans la CEA, 2001-2018 (% de l'emploi total)



Source : Calculs des auteurs, données de WDI

Au Kenya par exemple, suite aux violences de 2007, le grenier du pays a été détruit et la terre n'a pas pu être préparée pendant les pluies de janvier en raison du déplacement de 20 000 familles. Alors que l'on considérait les prévisions de baisse de la récolte de maïs de 15 à 70 pour cent (dans le sud du Kenya), les approvisionnements alimentaires pour 2008 suscitaient de sérieuses inquiétudes (Porhel, 2008). Au cours de la première semaine de violence, les plantations de thé ont été gravement touchées. Ainsi, le secteur du thé, qui aurait pu être stimulé par la dépréciation de la monnaie nationale, a subi des pertes de plusieurs milliards de shillings. La violence – et l'insécurité – peuvent également interférer avec les activités économiques normales, réduisant les heures travaillées par les entreprises. L'utilisation de machines dans le

secteur agricole n'est pas développée dans la région, le capital humain reste le principal intrant dans la production agricole (voir figure 9). Cette main-d'œuvre est la plus touchée par les conflits. Selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR, 2017), au Burundi, fin 2016, 322 300 Burundais se sont réfugiés au Rwanda, en Tanzanie, en Ouganda et en RDC. De plus, 198 000 Burundais sont déplacés à l'intérieur du pays. Parmi ceux-ci, 35 % ont fui en raison de l'instabilité sociopolitique, tandis que les autres ont fui les catastrophes naturelles dans leur pays d'origine telles que les mauvaises conditions météorologiques et l'érosion des sols⁴. Ces déplacements constituent un obstacle majeur aux activités agricoles qui, jusqu'à présent, sont non mécanisées et fortement dépendantes des pluies et, par conséquent, impactent négativement les exportations étant donné qu'il existe une corrélation positive entre les exportations et la population dans les pays de la CEA. Avec quatre saisons agricoles, dépendant du mouvement apparent du soleil, la période des semences débute en septembre avec la chute des premières pluies. Les dernières pluies sont surtout observées en avril suivies de la saison sèche jusqu'en septembre. Ainsi, la peur de sortir pendant les violences pousse les agriculteurs à ne pas faire les pratiques agricoles au bon moment, avec des conséquences sur la productivité notamment pour le thé et le café, principale composante des exportations de la CEA.

4. Conclusion

L'analyse des conséquences économiques des conflits sur la performance de la CEA est complexe en raison des manières complexes et interdépendantes dont divers facteurs influencent la mise en œuvre complète des protocoles de la CEA. Malgré cette complexité, cet article a analysé la dynamique des agrégats et du commerce dans la région de la CEA de 2001 à 2020. En utilisant une approche interdisciplinaire, les résultats suggèrent un effet négatif du conflit électoral sur la croissance du PIB et le commerce. Les violences électorales affectent négativement le commerce de la CEA en réduisant les IDE, en perturbant les activités agricoles, en réduisant la main-d'œuvre avec des déplacements forcés, en perturbant l'approvisionnement en pétrole avec l'augmentation des prix du pétrole ou la pénurie de pétrole ainsi que la destruction des infrastructures de transport, entravant la libre circulation des marchandises dans la région. Le Burundi présente une situation particulière où l'impact du conflit sur le déplacement, la destruction des infrastructures, l'accès réduit aux intrants agricoles, l'incertitude, les coûts de transaction et le recul des espaces formels est limité à la région. Ces résultats soulignent le besoin de paix et de sécurité pour le développement économique. Cet argument est conforme à la déclaration de Muyingi (2013) sur le besoin de paix, de sécurité et de stabilité pour le développement économique de la RDC.

L'avenir du commerce dans la CEA dépend de la stabilité politique au sein et entre ses pays membres. Les pays membres de la CEA devraient donner la priorité au maintien de la paix et de la sécurité dans la région, un pilier du développement durable. Cela nécessitera des faits concrets ambitieux, à la fois nationaux et régionaux, car l'effet de contagion de l'instabilité est plus élevé dans la région. Il est nécessaire de créer un environnement commercial favorable qui garantisse le retour sur investissement. En effet, les investissements, notamment étrangers, ont tendance à rechercher la stabilité puisqu'ils permettent d'espérer des bénéfices à court et moyen terme. L'existence d'une bonne infrastructure est susceptible d'apporter une contribution significative à la réduction des coûts de transport et de communication et à l'augmentation des échanges. Ainsi, les mesures visant à améliorer les infrastructures et à protéger celles qui existent peuvent augmenter considérablement à la fois le volume bilatéral et le volume mondial

⁴ Réseau européen pour l'Afrique centrale 2018, disponible en ligne sur le lien https://www.eurac-network.org/sites/default/files/policy_brief_burundi_2018_frv3.pdf

des échanges de marchandises. Toutes ces mesures ne seront pas possibles sans une bonne gouvernance et la mise en œuvre de politiques et stratégies de prévention des conflits. Renforcer la gouvernance et l'indépendance des institutions électorales – y compris les commissions électorales – pour accroître leur intégrité politique, leur transparence et leur efficacité.

Cependant, ne pouvons pas exclure le fait qu'il existe des limites inhérentes à cette étude. Nous reconnaissons que l'incapacité à nuancer l'impact d'autres faits qui peuvent avoir été lieu lors des périodes des violences électorales sur le commerce de la CEA est la principale limite de cette étude. Il est donc possible d'envisager une extension de cette recherche dans le sens de l'appréhension d'autres dimensions pour saisir les effets de plusieurs formes d'instabilité politique sur les échanges. De plus, lorsque davantage de données seront disponibles, une analyse économétrique des effets de l'instabilité politique sur le commerce par secteur et par produit dans la CEA constituera une piste de recherche intéressante pour étendre et compléter les résultats de cet article.

Références

- (1). Abadie, A., & Gardeazabal, J. (2003). The economic costs of conflict: A case study of the Basque Country. *American Economic Review*, 93(1), 113–132.
- (2). Abessolo, Y. (2003). *Instabilité politique et performances économiques : Une évaluation du cas du Tchad*. Département de Sciences Economiques, Université de Yaoundé II, Yaoundé.
- (3). Adolfo, E. V., Söderberg Kovacs, M., Nyström, D., & Utas, M. (2012). Electoral violence in Africa. *Nordiska Afrikainstitutet*.
- (4). Aisen, A., & Veiga, F. J. (2006). Does political instability lead to higher inflation? A panel data analysis. *Journal of Money, Credit, and Banking*, 1379–1389.
- (5). Aisen, A., & Veiga, F. J. (2013). How does political instability affect economic growth? *European Journal of Political Economy*, 29, 151–167.
- (6). Amighini, A., & Sanfilippo, M. (2014). Impact of South-South FDI and trade on the export upgrading of African economies. *World Development*, 64, 1–17.
- (7). Asante, S. K., & Chanaiwa, D. (1993). Pan-Africanism and regional integration. Na.
- (8). Bougheas, S., Demetriades, P. O., & Morgenroth, E. L. (1999). Infrastructure, transport costs, and trade. *Journal of International Economics*, 47(1), 169–189.
- (9). Brambila-Macias, J., & Massa, I. (2010). The global financial crisis and Sub-Saharan Africa: The effects of slowing private capital inflows on growth. *African Development Review*, 22(3), 366–377.
- (10). Bugoma, S. (2022). Determinants of Imports under Regional Integration Scheme: The Impact of Political Violence on East African Community's Trade. *Journal of Economic Cooperation & Development*, 43(2), 191-223.
- (11). Bugoma, S., Abdellatif, N., & Niyongabo, G. (2022). Determinants of Imports in East African Community: A Comparative Analysis Using Poisson Pseudo Maximum Likelihood Estimator. *Applied Mathematical Sciences*, 16(12), 679-700.
- (12). Buigut, S. (2016). Trade effects of the East African Community Customs Union: Hype versus reality. *South African Journal of Economics*, 84(3), 422–439.
- (13). CEA, (2013), "CEA trade report-2012".
- (14). CEA, (2014), "CEA trade report-2013".
- (15). CEA, (2017), "CEA trade and investment report-2016". <https://www.CEA.int/documents/category/trade-investment-reports>.
- (16). CEA, (2018), "CEA trade and investment report-2017". <https://www.CEA.int/documents/category/trade-investment-reports>

- (17). Cramer, C. (2002). 3 *The economics and the political economy of conflict in sub-Saharan Africa. Renewing Development in Sub-Saharan Africa: Policy, Performance, and Prospects*, 55–80.
- (18). Crespo, N., & Fontoura, M. P. (2007). Determinant factors of FDI spillovers–what do we know? *World Development*, 35(3), 410–425.
- (19). Daniel, O. (2014). Foreign direct investment and economic growth: An empirical analysis of Kenyan data. *DBA Africa Management Review*, 4(1).
- (20). Dewey, C. E., Wohlgemut, J. M., Levy, M., & Mutua, F. K. (2011). The impact of the political crisis on smallholder pig farmers in western Kenya, 2006–2008. *The Journal of Modern African Studies*, 49(3), 455–473.
- (21). Diaddario, S. (1997). *Estimating the economic costs of conflict: An examination of the two-gap estimation model for the case of Nicaragua*. Oxford Development Studies, 25(1), 123–141.
- (22). Dupas, P., & Robinson, J. (2012). The (hidden) costs of political instability: Evidence from Kenya’s 2007 election crisis. *Journal of Development Economics*, 99(2), 314–329.
- (23). Durnev, A., Enikolopov, R., Petrova, M., & Santarosa, V. (2015). Politics, instability, and composition of international investment flows. *Journal of Corporate Finance*, 30, 299–324.
- (24). Fukuda-Parr, S., Ashwill, M., Chiappa, E., & Messineo, C. (2008). The conflict-development nexus: A survey of armed conflicts in sub-Saharan Africa 1980-2005. *Journal of PCEAebuilding & Development*, 4(1), 1–16.
- (25). Goldstein, A., & Ndung’u, N. S. (2001). *Regional integration experience in the Eastern African Region*.
- (26). Guillaumont, P., Guillaumont Jeanneney, S., & Brun, J.-F. (1999). How instability lowers African growth. *Journal of African Economies*, 8(1), 87–107.
- (27). Gurgul, H., & Lach, Lukasz. (2013). *Political instability and economic growth: Evidence from two decades of transition in CEE*. Communist and Post-Communist Studies, 46(2), 189–202.
- (28). Harding, T., & Javorcik, B. S. (2012). Foreign direct investment and export upgrading. *Review of Economics and Statistics*, 94(4), 964–980.
- (29). <https://www.CEA.int/documents/category/trade-investment-reports>.
- (30). <https://www.CEA.int/documents/category/trade-investment-reports>.
- (31). Humanitarian Foresight Think Tank. HFTT, (2016), Violence in Burundi : A Three-Year Outlook for the Region, Paris : Institut Des Relations Internationales Et Stratégiques IRIS. <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/11/ENG-Observatoire-Pro prospective-Huma-Burundi-Septembre-2016.pdf>
- (32). Ikpe, E. (2017). Counting the development costs of the conflict in North-Eastern Nigeria: The economic impact of the Boko Haram-led insurgency. *Conflict, Security & Development*, 17(5), 381–409.
- (33). Jong-A-Pin, R. (2009). On the measurement of political instability and its impact on economic growth. *European Journal of Political Economy*, 25(1), 15–29.
- (34). Jung, J. W. (2017). The Impact of Political Instability on Trade Agreements in Africa.
- (35). Kiai, M. (2008). The political crisis in Kenya: A call for justice & pCEAeful resolution. *Review of African Political Economy*, 35(115), 140–144.
- (36). Kilonzo, S. (2009). Ethnic minorities wedged up in post-election violence in Kenya: A lesson for African governments. *Critical Arts: A Journal of South-North Cultural Studies*, 23(2), 245–251.
- (37). Kimenyi, M. S., & Kuhlmann, K. (2012). *African Union: Challenges and prospects for regional integration in Africa*. Whitehead J. Dipl. & Int’l Rel., 13, 7.

- (38). Ksoll, C., Macchiavello, R., & Morjaria, A. (2010). *The effect of ethnic violence on an export-oriented industry*. CID Research Fellow and Graduate Student Working Paper Series.
- (39). Limao, N., & Venables, A. J. (2001). Infrastructure, geographical disadvantage, transport costs, and trade. *The World Bank Economic Review*, 15(3), 451–479.
- (40). Lopez, H., & Wodon, Q. (2005). The economic impact of armed conflict in Rwanda. *Journal of African Economies*, 14(4), 586–602.
- (41). Luckham, R., Ahmed, I., Muggah, R., & White, S. (2001). Conflict and poverty in sub-Saharan Africa: An assessment of the issues and evidence.
- (42). Mathieson, C. (2016). *The political economy of regional integration in Africa. The East African Community Report*. European Centre for Development Policy Management.
- (43). Musingi, M. A. (2013). Conflict and Development in the Democratic Republic of Congo: A Review of Related Literature. *Mediterranean Journal of Social Sciences*, 4(3), 491-491.
- (44). Obonyo, C. O., Omondi, D. S., & Mwinzi, P. N. (2008). *Public-health crisis after the election violence in Kenya*. The Lancet, 371(9621), 1319–1321.
- (45). Oladimeji, M. S., & Oresanwo, A. M. (2014). Effects of terrorism on the international business in Nigeria. *International Journal of Humanities and Social Science*, 4(7), 247–255.
- (46). Pommerolle, M.-E., & Josse-Durand, C. (2017). *Le roi est nu: Crise électorale et anatomie du pouvoir au Kenya (2017)*. Politique Africaine, 4, 169–181.
- (47). Porhel, R. (2008). The economic consequences of the political crisis. *Les Cahiers d’Afrique de l’Est/The East African Review*, 38, 231–258.
- (48). Reuss, A., & Titeca, K. (2017). Beyond ethnicity: The violence in Western Uganda and Rwenzori’s 99 problems. *Review of African Political Economy*, 44(151), 131–141.
- (49). Rodrik, D. (1991). Policy uncertainty and private investment in developing countries. *Journal of Development Economics*, 36(2), 229–242.
- (50). Sjögren, A. (2018). *Wielding the stick again: The rise and fall and rise of state violence during presidential elections in Uganda*. *Violence in African Elections: Between Democracy and Big Man Politics*. London: Zed Books, 47–66.
- (51). United nations COMTRADE, <https://comtrade.un.org/data/>
- (52). United Nations Conference on Trade and Development UNCTAD, (2008), World investment report 2008. https://unctad.org/system/files/official-document/wir2008_en.pdf
- (53). United Nations High Commissioner for Refugees UNHCR, (2017), Burundi Regional Refugee Response Plan. United Nations, Geneva. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/Burundi%202020%20RRRP%20-%20February%202020_0.pdf
- (54). Wama, M. (2014). The Dynamics and Fallout of East African Community Common Market: Trade Aspect and Citizens Rights. *Greener Journal of Political and Social Sciences*, 26–38.
- (55). Wondji, C., & Mazrui, A. A. (1993). General History of Africa: Africa since 1935 (Vol. 8). UNESCO.
- (56). World Bank, (2011), World Development Report 2011: *Conflict, Security, and Development*. World Bank, Washington, DC.
- (57). World Bank, (2020), “World Development Indicators” <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>.